



SERIE SOCIO-ÉCONOMIE DE SOLIDARITÉ

Économie solidaire

CAHIERS DE PROPOSITIONS POUR LE XXI^{ÈME} SIÈCLE - EDITIONS CHARLES LÉOPOLD MAYER

Les cahiers de propositions pour le XXI^e siècle

Les cahiers de propositions forment une collection de petits livres regroupant, dans chacun des domaines déterminants pour notre avenir, les propositions qui auront semblé les plus pertinentes pour mettre en œuvre dans nos sociétés les ruptures et les évolutions nécessaires à la construction d'un XXI^e siècle plus juste et plus soutenable. Leur objectif est de stimuler un débat sur ces questions aussi bien au niveau local qu'au niveau mondial.

Les grandes mutations que l'on regroupe sous le terme de "mondialisation" constituent, en elles-mêmes, autant de chances de progrès que de risques de voir s'accroître les inégalités sociales et les déséquilibres écologiques. L'essentiel est de ne pas laisser les grands acteurs politiques et économiques conduire seuls ces mutations. Trop prisonniers de leurs propres logiques de court terme, ils ne pourront que nous mener à une crise mondiale permanente, devenue manifeste depuis les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis.

C'est pourquoi l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire [voir annexe] a lancé l'idée, au cours des années 2000 et 2001, d'un processus de collecte et d'identification de propositions émanant de différents mouvements et organisations, de différents acteurs de la société, de différentes régions du monde. Ce travail s'est déroulé au moyen de forums électroniques, et a été ponctué par une série d'ateliers ou de rencontres au niveau international, qui ont abouti la présentation, à l'occasion de l'Assemblée Mondiale des Citoyens tenue à Lille (France) en décembre 2001, d'une soixantaine de textes de propositions.

Ce sont ces textes, éventuellement complétés et mis à jour, qui sont maintenant publiés par un réseau d'éditeurs associatifs et institutionnels en 6 langues (anglais, espagnol, portugais, français, arabe et chinois) et dans 7 pays (Pérou, Brésil, Zimbabwe, France, Liban, Inde, Chine). Ces éditeurs travaillent ensemble pour les adapter aux différents contextes culturels et géopolitiques, afin que les cahiers de propositions suscitent dans chacune de ces régions du monde un débat le plus large possible, et qu'ils touchent les publics auxquels ils ont destinés, que ce soit les décideurs, les journalistes, les jeunes ou les mouvements sociaux.

Présentation du cahier « Économie solidaire »

Les pays du Nord comme ceux du Sud font aujourd'hui face à des défis communs. Le modèle hégémonique de développement économique, ancré dans la globalisation du capitalisme, semble arriver à ses limites. S'il permet des taux modérés de croissance économique, il conduit également à des taux de plus en plus alarmants de chômage et de sous-emploi, ce qui fait que l'on assiste à un accroissement des inégalités sociales et économiques. Les solutions individuelles et à court terme ne suffisent plus. Voilà pourquoi nous avons réfléchi, au sein de ce chantier, à un nouveau modèle de développement axé sur l'être humain, la justice sociale et la durabilité, ancré dans une éthique partagée devant se concrétiser dans une régulation socio-économique renouvelée.



Économie solidaire

Cahier coordonné par Manon Boulianne, Laurent Fraise et Humberto Ortiz



Sommaire

1. LES CONSTATS ET LES PERCÉES : DES INITIATIVES CITOYENNES DANS UN MONDE EN CRISE.....	9
2. LES PROPOSITIONS : FAIRE DE L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE UN ÉLÉMENT CENTRAL D'UN DÉVELOPPEMENT BASÉ SUR UNE AUTRE MONDIALISATION	11
2.1 CONSTRUIRE DES CONCEPTS ET DES INDICATEURS (PLURIDIMENSIONNELS) DE RICHESSE ET DE L'ÉCONOMIE POUR UN AUTRE MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT ET UNE AUTRE MONDIALISATION BASÉS SUR LA DÉMOCRATISATION DES INSTITUTIONS ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES.	12
2.2 CONSOLIDER LES EXPÉRIENCES RÉUSSIES ET METTRE EN PLACE DES SYSTÈMES DE PRODUCTION-DISTRIBUTION-CONSOMMATION DURABLES ENTRE LES DIFFÉRENTES COMPOSANTES DE L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE AUX PLAN LOCAL, NATIONAL ET INTERNATIONAL.....	14
2.3 PROMOUVOIR UNE RECONNAISSANCE DE L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE COMME ÉLÉMENT ESSENTIEL D'UN DÉVELOPPEMENT DURABLE PLURIDIMENSIONNEL.....	15
QUESTIONNAIRE	18
L'ALLIANCE POUR UN MONDE RESPONSABLE PLURIEL ET SOLIDAIRE.....	21
LES CAHIERS DE PROPOSITIONS SUR INTERNET	23
LES ÉDITEURS PARTENAIRES.....	25



1. Les constats et les percées : des initiatives citoyennes dans un monde en crise

Bien que les contextes nationaux et continentaux puissent être fort différents, les pays du Nord comme ceux du Sud font aujourd'hui face à des défis communs. Le modèle hégémonique de développement économique, ancré dans la globalisation du capitalisme, semble arriver à ses limites. S'il permet des taux modérés de croissance économique, il conduit également à des taux de plus en plus alarmants de chômage et de sous-emploi, ce qui fait que l'on assiste à un accroissement des inégalités sociales et économiques à l'intérieur de chaque pays, entre pays et entre blocs continentaux. La crise des mécanismes de sécurité sociale, le désespoir des jeunes dont les attentes sont déçues et l'exclusion économique et sociale de millions de personnes accompagnent le déploiement du modèle néo-libéral de développement. Par ailleurs, ce dernier exerce des pressions croissantes sur la biosphère, menaçant la survie de milliers d'espèces végétales et animales. Avec de tels déséquilibres structurels, la marmite est devenue explosive.

Les solutions individuelles et à court terme ne suffisent plus. Voilà pourquoi nous avons réfléchi, au sein de ce chantier, à un nouveau modèle de développement axé sur l'être humain, la justice sociale et la durabilité, ancré dans une éthique partagée devant se concrétiser dans une régulation socio-économique renouvelée. Une vision dans laquelle l'économie est repensée. Un modèle dans lequel l'économie solidaire trouve une place légitime alors qu'actuellement elle se situe à la marge.

En effet, face aux déséquilibres mentionnés précédemment, les innovations socio-économiques solidaires se multiplient sur tous les continents, à l'initiative des classes populaires exclues de la production et de la consommation marchande ou à celle des classes moyennes soucieuses d'améliorer les services à la vie quotidienne. Au cours des dernières décennies, partout dans le monde, des femmes et des hommes se sont alliés au sein de milliers de réseaux informels, d'associations, d'organisations non gouvernementales ou d'entreprises collectives afin de développer des réponses aux défis posés par le redéploiement des inégalités sociales dans le contexte de la mondialisation, et ce dans les domaines de l'éducation, de la santé, du logement, de l'alimentation, de l'emploi, etc.

C'est ainsi que l'on trouve aujourd'hui une diversité de pratiques dont certaines renvoient à des "moments" particuliers de la chaîne production-échange-consommation (micro-crédit pour le démarrage de micro-entreprises, finance solidaire, coopératives de travailleurs, systèmes d'échange local, commerce équitable, production familiale de subsistance réalisée par les femmes, cuisines collectives, par exemple), d'autres à des mouvements d'acteurs sociaux spécifiques (associations paysannes, de femmes, de jeunes, de chômeurs, de résidents d'un quartier); certaines se situent à un premier niveau d'action, tandis que d'autres sont des initiatives qui chapeautent ou relient à un second ou à un troisième degré les initiatives de la base (regroupements d'organisations locales, d'organisations pour la

production de labels commerciaux équitables ou biologiques, réseaux informatiques); certaines sont complètement autonomes et autogestionnaires, d'autres se réalisent en partenariat avec le secteur public (programmes et entreprises d'insertion, centre de travail adapté, gestion urbaine participative, etc.).

Même si plusieurs de ces expériences sont inédites, la plupart reposent plutôt sur un renouvellement ou une redécouverte de pratiques qui sont marginalisées par la science économique formelle mais sont néanmoins demeurées bien vivantes même dans un contexte d'expansion du capitalisme. Les pratiques coopératives et mutuelles, par exemple, ont émergé avec le capitalisme industriel au 19^{ème} siècle. En Europe occidentale et au Québec, elles ont d'abord été désignées par le vocable d'économie sociale; les pratiques développées au cours des dernières décennies pour assurer des services personnels, qui répondent à de nouveaux besoins liés à la transformation des économies et de l'État-providence, sont plutôt qualifiées d'économie solidaire ou de nouvelle économie sociale. En Amérique latine et en Afrique, on utilise la notion d'économie populaire pour faire référence aux pratiques monétaires et non monétaires, souvent "informelles", s'inscrivant d'abord dans une logique de subsistance, ainsi que celle d'économie du travail (qui contraste avec l'économie du capital), qui met en relief les efforts individuels ou collectifs de création d'activités qui génèrent des revenus ou qui contribuent à réduire le coût des biens et des services de base (aliments, logement, médicaments, etc.). Réalisées sous des modalités misant sur le partage des connaissances, de la technologie ou des marchés, ces pratiques peuvent être qualifiées d'économie solidaire du travail. On voit donc qu'il existe diverses conceptions de l'économie sociale et solidaire, qui reflètent l'ancrage local et culturel des pratiques socio-économiques.

Au Nord, l'économie solidaire interpelle l'État social en répondant à de nouveaux besoins non couverts et interroge l'administration publique et privée sur la qualité de ses services et la prise en compte de l'utilisateur. Cette exigence d'anticipation des besoins, de qualité et de participation des usagers, loin d'impliquer une remise en cause de l'engagement financier de l'État, suppose une ouverture de celui-ci à la négociation et à la gestion partagée avec les réseaux de la société civile. L'intégration de l'économie solidaire par certains gouvernements locaux au Brésil, la création d'un Secrétariat d'État à l'économie solidaire en France, la mise en place de Chantiers d'économie sociale au Québec ou en Belgique sont autant de signes encourageants en ce sens. Au Sud, l'économie solidaire participe à la construction d'un État social défaillant. Les mouvements de décentralisation économique et politique peuvent y constituer des opportunités pour inventer des modalités de régulation et des cadres juridiques qui reconnaissent officiellement l'économie solidaire (inscriptions de l'économie solidaire dans les plans locaux de développement, fiscalité appropriée aux entreprises sociales, ouverture des marchés publics, contractualisation durable avec les collectivités territoriales, budgets participatifs, etc.).

Bref, si la crise est profonde, nous pensons également que la conjoncture internationale indique des ouvertures au sein des organisations internationales (comme le PNUD ou l'OIT), des États nationaux, des gouvernements locaux, des ouvertures à partir desquelles il faut construire. Ainsi, même si les initiatives solidaires demeurent marginales et sont, souvent, méconnues, elles

ne sont pas pour autant dénuées de valeur et de puissance heuristique pour imaginer un nouveau modèle de développement. Il importe de les faire valoir et de les partager de manière à en dégager les leçons qui s'imposent pour aller plus loin dans la structuration d'une économie alternative à l'économie capitaliste développée dans un modèle néo-libéral.

Finalement, la mise en place de mécanismes de régulation démocratiques et solidaires suppose une vigilance vis à vis des risques d'instrumentalisation des initiatives de l'économie solidaire par les gouvernements locaux et nationaux, de même que par les institutions multilatérales. En effet, elles peuvent devenir les outils d'une gestion à moindre coût des impacts sociaux et politiques de la mondialisation du capitalisme. Face aux difficultés quotidiennes de survie de leurs activités, les acteurs de l'économie solidaire peuvent être tentés d'accepter une stratégie d'adaptation à la globalisation où l'économie solidaire serait réduite à un tiers secteur de survie des plus pauvres sans remettre en cause les logiques dominantes de la globalisation néo-libérale que sont le démantèlement des États sociaux et le développement des marchés financiers.

2. Les propositions : faire de l'économie solidaire un élément central d'un développement basé sur une autre mondialisation

Pour les membres de l'alliance, l'économie solidaire désigne l'ensemble des activités de production, distribution et consommation contribuant à la démocratisation de l'économie à partir d'engagements citoyens au niveau local comme global. Elle se pratique sous des modalités variées, sur tous les continents. Elle recouvre les différentes formes d'organisation dont se dote la population pour créer ses propres ressources de travail ou pour accéder à des biens et services de qualité, dans une dynamique solidaire qui articule les intérêts individuels à l'intérêt collectif. En ce sens, l'économie solidaire n'est pas un secteur de l'économie mais une démarche globale qui recouvre des initiatives dans la plupart des secteurs de l'économie.

Parce qu'elle s'inscrit dans une logique autre que celle de la maximisation de la valeur ajoutée ou la thésaurisation, l'économie solidaire interroge la représentation dominante de la société de marché et de la place des personnes dans cette société. Comme projet à défendre et à promouvoir, elle se veut alternative au modèle du développement capitaliste s'appuyant sur le néo-libéralisme.

Les principales propositions émanant des échanges ayant eu cours par le biais du forum électronique, de la rencontre de Paris en mars et de celle de Findhorn en juin 2001 ont trait aux représentations conceptuelles, aux pratiques des individus, des groupes et des organisations de l'économie solidaire ainsi qu'aux moyens de pression à exercer sur les institutions politiques et économiques locales, nationales et internationales.

2.1 Construire des concepts et des indicateurs (pluridimensionnels) de richesse et de l'économie pour un autre modèle de développement et une autre mondialisation basés sur la démocratisation des institutions économiques et politiques.

Au sein de ce chantier, les notions d'économie solidaire et de développement sont intimement liées. Ses membres *critiquent la conception néo-libérale* de l'économie dans laquelle le développement est réduit à la croissance du PIB, où la société par capitaux est la seule organisation économique légitime et où l'économie de marché est considérée comme l'unique modèle efficace pour produire, échanger et distribuer les richesses. Ils considèrent qu'il faut *(re)penser le développement en lui reconnaissant plusieurs dimensions : politique, sociale, économique, culturelle, écologique, éthique.*

Cette perspective suppose de considérer les activités solidaires non monétaires, dont le travail domestique, comme un des piliers du développement durable et solidaire - il est aussi central à l'économie capitaliste mais y est structurellement subordonné. Elle appelle aussi à une remise en question d'autres catégories économiques établies, telles la notion de valeur, qui ne reconnaît que celle des marchandises ayant un prix sur le marché monétaire, ou encore celle de richesse, strictement axée sur le PIB et reposant sur des outils comptables strictement monétaires. Les représentations d'une économie limitée au couple État/marché demeurent encore largement dominantes chez les décideurs publics, les acteurs de la société civile et l'opinion publique générale. Il importe de les rendre perméables à l'existence d'une économie plurielle.

Relever le défi d'une mondialisation solidaire implique également la recherche de niveaux appropriés de démocratie dans la prise de décisions. Dans ce cas, il s'agit de passer d'une logique selon laquelle " le Nord aide le Sud " parce qu'il a plus ou parce qu'il connaît mieux, à une logique selon laquelle le Nord et le Sud, mais aussi l'Ouest et l'Est se considèrent partie prenante d'un projet commun de transformation à l'échelle planétaire. Un tel engagement implique des changements culturels au Nord et au Sud, à l'Est et à l'Ouest. Le commerce équitable, de même que les projets d'inter-coopération des associations coopératives internationales avec les pays de l'Europe de l'est indiquent que des initiatives concrètes sont déjà engagées dans cette voie. Cette perspective a donc des implications importantes sur la coopération internationale pour le développement.

Dans une économie mondialisée, le poids des multinationales et des entreprises transnationales qui peuvent mettre en concurrence les territoires et les États exige de nouvelles formes de régulation ce qui pose, notamment, la question de la responsabilité sociétale des entreprises vis à vis de l'environnement, incluant l'environnement humain. A ce niveau, le souhait des acteurs de l'économie solidaire d'élargir les critères d'évaluation des performances des entreprises rejoint les interpellations de la société civile sur la responsabilité sociale et environnementale des multinationales. Travailler à l'élargissement de codes éthiques alternatifs que les entreprises privées à but lucratif comme les entreprises sociales/solidaires s'engageraient à respecter est aussi une manière de faire alliance avec les acteurs économiques qui

cherchent à promouvoir dans leurs pratiques d'entreprise le respect des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux dans le cadre général des droits humains.

On le voit bien, l'économie solidaire questionne les principes de base de l'économie capitaliste et des rapports politiques qu'elle engendre. Elle appelle à un travail sur les représentations de l'économie, du développement, de la richesse, et à ce titre nous proposons de :

- Construire des cadres théoriques et des instruments méthodologiques pour analyser, mesurer et valoriser les spécificités des activités de l'économie solidaire telles que leurs finalités sociales et environnementales, leur aptitude à mutualiser les ressources et les risques, leur fonctionnement démocratique et participatif, la dimension non monétaire du travail familial ou celui des bénévoles et usagers. Notamment, développer des cadres juridiques adéquats pour promouvoir des relations équitables à l'intérieur de l'économie familiale en reconnaissant l'apport des femmes et des enfants.
- Consolider des indicateurs non monétaires complémentaires au PIB afin de rendre compte de la diversité des formes de richesses produites.
- Analyser et systématiser les expériences et/ou des propositions significatives de l'économie solidaire comme alternative au modèle de développement actuel. Finances solidaires, commerce équitable, services de proximité, agriculture durable, gestion urbaine par les habitants, restaurants interculturels, systèmes d'échanges locaux...sont autant de tentatives concrètes de répondre collectivement à de nouveaux besoins sociaux tout en cherchant à faire de l'économie autrement.
- Repenser la coopération internationale à partir du paradigme de la solidarité (producteurs-consommateurs, travailleurs-entrepreneurs) plutôt que sur l'aide financière ou technique.
- Élargir les critères d'évaluation des entreprises (qu'elles soient privées, publiques ou relevant de l'économie solidaire) en intégrant les impacts sociaux et environnementaux de leur activité et en proposant des codes d'éthique alternatifs.

2.2 Consolider les expériences réussies et mettre en place des systèmes de production-distribution-consommation durables entre les différentes composantes de l'économie solidaire aux plan local, national et international.

La capacité de l'économie solidaire à peser sur un modèle de développement alternatif au modèle néo-libéral dépend largement de sa capacité à renforcer ses réseaux et à consolider son assise économique. Aujourd'hui, les activités de l'économie solidaire sont sectorisées : finance solidaire, commerce équitable, services de proximité, cuisines collectives, systèmes d'échanges locaux, monnaies sociales, coopératives bio, etc. Si la connaissance des pratiques de chacune des composantes qui aujourd'hui se reconnaissent peu ou pas dans l'économie solidaire progresse rapidement, les échanges économiques de services et de savoir-faire demeurent insuffisamment développés. C'est pourquoi il faut promouvoir les synergies entre consommation, production, technologies, financement, échanges de services et commercialisation solidaire. Les acteurs de l'économie solidaire de l'Amérique latine appellent de leur vœux la création d'un " marché solidaire ", là où l'unité d'un tiers secteur en Europe passerait plus aujourd'hui par des aménagements législatifs et juridiques visant la reconnaissance des spécificités de l'économie solidaire.

Dans une perspective où les différents étages (local, régional, national et international) d'une économie solidaire mondialisée se construisent et s'appuient les uns sur les autres, le "premier développement", qui réfère à la production, aux échanges et à la consommation réalisés dans une dynamique de proximité, revêt une importance particulière. Sans vouloir le transformer en image utopique ancrée dans une vision nostalgique du passé, les membres du chantier réitèrent son intérêt comme paradigme qui permet de penser autrement, en les renversant, les processus très concrets que nous visons justement à transformer. Ainsi, de manière générale, l'économie solidaire est considérée au sein du chantier comme élément moteur d'une dynamique économique selon laquelle la consommation (réalisée localement) doit déterminer la production (organisée globalement), et non l'inverse comme le veut la dynamique liée à la globalisation capitaliste. C'est pourquoi nous proposons de :

- Développer des espaces d'échange et de solidarités entre les différentes composantes de l'économie solidaire se trouvant sur un même territoire, de manière à ce que les actions soient complémentaires et facilitent le renforcement des unités économiques autogérées (avec, notamment, l'intégration d'éléments financiers et technologiques).
- Articuler les différentes formes et secteurs de l'économie solidaire du niveau local au niveau global en renforçant les expériences et les réseaux à travers des circuits d'économie solidaire, en liaison et en relation avec d'autres acteurs économiques, politiques et sociaux sur des territoires spécifiques.

- Inventer de nouveaux modes de contractualisation et de financement entre l'économie solidaire et les pouvoirs publics et/ou le secteur privé, en créant notamment des mécanismes novateurs pour rétribuer le travail non rémunéré.

2.3 Promouvoir une reconnaissance de l'économie solidaire comme élément essentiel d'un développement durable pluridimensionnel.

Le développement de l'économie solidaire passe autant par la reconnaissance politique entre acteurs et réseaux que par le développement des échanges économiques. Il existe déjà des associations ou des réseaux qui regroupent certaines expériences ou entreprises solidaires dans certaines régions du monde, par exemple, le Groupe réseau d'économie solidaire - GRESP au Pérou, le Groupe d'économie solidaire -GESQ au Québec, Mouvement d'Economie solidaire - MES en France, le Réseau de socio-économie de Solidarité - RBSES au Brésil, le Réseau européen de l'économie solidaire et du développement local. À Québec, en octobre 2001, à l'occasion de la seconde Rencontre internationale pour la globalisation de la solidarité, une commission de liaison formée d'animateurs provenant de quatre continents a été créée dans le but de faciliter l'arrimage entre les réseaux continentaux en vue de la tenue d'une troisième Rencontre internationale. Il apparaît impératif que *les différentes composantes de l'économie solidaire se reconnaissent mutuellement comme acteur collectif de transformation sociale.*

Proposer un autre modèle de l'économie, du développement et de la mondialisation suppose que l'économie solidaire s'inscrive dans une vision large de la société, qui facilite et reconnaisse l'expansion des dynamiques solidaires qui conjuguent redistribution et réciprocité. La *diversité des initiatives de l'économie solidaire et de leur conceptualisation* rend difficile la reconnaissance de cette autre manière de définir et de faire de l'économie. Celles-ci ne sont pas à l'abri d'une certaine concurrence entre acteurs et réseaux vis à vis des institutions et de l'opinion publique qui ont souvent le sentiment d'avoir davantage affaire à une constellation qu'à un mouvement social visible. Si, au Nord, les critères de l'autonomie de gestion et de non lucrativité ou de réinvestissement dans un patrimoine collectif semblent relativement bien délimiter le champ de l'économie sociale et solidaire¹, les critères sont plus larges au Sud où une partie des micro-entreprises individuelles et familiales et des associations de micro-entrepreneurs sont intégrés dans ce vaste ensemble du solidaire. L'économie domestique est également englobée dans l'économie solidaire au sens le plus large, mais certaines approches l'en excluent pour se centrer sur la production marchande.

Faire connaître les expériences existantes et le modèle de développement solidaire aux mouvements sociaux et plus largement à la société civile est indispensable pour qu'ils intègrent l'économie solidaire comme un facteur essentiel de construction d'un modèle alternatif à la globalisation néo-libérale. Sur les territoires, mieux articuler l'invention de pratiques économiques responsables et solidaires à la résistance politique à la globalisation du capitalisme passe par un *rapprochement avec les mouvements sociaux* (syndicalistes, consommateurs/citoyens, femmes, écologistes, paysans...) qui,

¹ L'approche anglo-saxonne recourt à la notion de tiers secteur ou de secteur sans but lucratif, ce qui exclut les coopératives.

trop souvent, méconnaissent les pratiques d'économie solidaire. Leur contribution critique est indispensable pour en promouvoir les activités et en éviter les dérives.

L'ONU, l'OMC, le FMI, la Banque Mondiale, le BIT doivent revoir leur approche libérale du développement et leurs politiques financières de manière à intégrer l'économie solidaire comme une composante incontournable du développement durable. *Cette interpellation doit être relayée au niveau continental* où l'intégration des économies passe, comme dans l'Union Européenne ou la future ALCA, par la création de zones de libre-échange qui ne font aucune place ni à l'économie publique, ni à l'économie solidaire.

Plus généralement, il s'agit de *faire alliance avec la " société civile mondiale " en construction*. Le mouvement critique de la mondialisation libérale tel qu'il s'est exprimé à Seattle en décembre 1999, à Prague en septembre 2000, à Porto Alegre en janvier ou à Québec en mars 2001 intègre plus ou moins l'économie solidaire à ses multiples voix.

En Afrique comme en Amérique latine, les promoteurs de l'économie sociale et solidaire sont souvent impliqués dans les mouvements de protestation contre les politiques des institutions multilatérales, de commerce international, de l'annulation de la dette (OMC, FMI, BM) ou les rencontres du G8. Les alliances entre acteurs sont fréquentes. Au Nord, la distance entre mouvements protestataires et mouvements de l'économie solidaire est plus forte. Les "anti-mondialistes" se méfient d'une économie solidaire dans lequel ils perçoivent des " services sociaux de misère ", dans lesquels les travailleurs et les travailleuses seraient sous payés et sous professionnalisés. Pour plusieurs, la priorité est de défendre et de restaurer les capacités de l'État à réguler et redistribuer face à l'autonomisation des firmes multinationales et l'extension du libre-échange.

Du côté des acteurs de l'économie sociale et solidaire, la protestation et l'agitation sans propositions s'appuyant sur des pratiques et des expérimentations socio-économiques semblent parfois stériles et contre productives. Réduire la distance suppose d'abord de mieux se connaître afin de lever les malentendus. Ensuite, l'alliance devrait aboutir à la reconnaissance de la contribution majeure de l'économie solidaire à la résistance à la marchandisation de la vie sociale, d'une part, et à la construction et la démocratisation de nouveaux droits et de nouvelles formes de régulation publique au niveau international. À ce titre, nous proposons donc de :

- Développer la structuration en réseaux locaux, nationaux, continentaux et internationaux des différents acteurs de l'économie solidaire afin qu'ils se reconnaissent mutuellement comme acteur collectif pouvant participer au développement social et économique de territoires spécifiques et comme acteurs du changement social.
- Exercer des pressions sur les institutions multilatérales et continentales (ONU, OMC, FMI, Banque Mondiale, BIT) pour qu'elles reviennent leurs politiques et intègrent l'économie solidaire comme une composante incontournable du développement durable. Instaurer un lobby international face au PNUD pour que la méthodologie et les indicateurs de développement humain incorporent le degré d'association et de solidarité.

Proposer des politiques publiques du point de vue de l'économie solidaire et avec la participation de ses acteurs et actrices. Par exemple, promouvoir le développement de programmes publics orientés vers l'économie familiale et qui incluent les dimensions de la solidarité et du genre.

- Faire connaître et valoriser l'économie solidaire par la mise en œuvre de stratégies de communication, d'éducation et d'information pour créer des courants d'opinion et faciliter le lobbying national et international.

1^{er} octobre 2002

Questionnaire

Nous serions très heureux de recevoir votre avis sur les propositions contenues dans ce cahier. Afin de faciliter cette tâche, voici quelques questions auxquelles nous espérons que vous prendrez le temps de répondre. Vos évaluations et commentaires nous seront précieux pour la continuation du travail collectif. Nous espérons que la lecture du cahier vous inspirera et vous amènera à lire d'autres Cahiers de Propositions du Pôle Socio-Economie Solidaire et de l'Alliance (Voir <http://www.alliance21.org/fr/proposals>).

Nous vous invitons également à indiquer quelles sont, pour vous, les propositions les plus décisives et prioritaires pour construire des alternatives au modèle actuel de la globalisation, et à suggérer des projets de mise en application pratique de ces propositions.

Le cahier de propositions:

- Que pensez-vous du cahier en général ?

.....
.....
.....

- Du diagnostic ?

.....
.....
.....

- Des propositions ?

.....
.....
.....

Les propositions

- Quelles sont les propositions avec lesquelles vous êtes d'accord ?
Pourquoi?

Numéros :.....
.....
.....
.....
.....

- Quelles sont les propositions les plus utiles pour votre action quotidienne? De quelle manière (inspiration pour l'action, pour le lobbying, l'échange d'expériences ...)?

.....
.....
.....

- Quelles sont les propositions avec lesquelles vous n'êtes pas d'accord ? Pourquoi ?

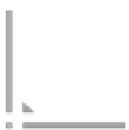
.....
.....
.....

Le futur

- Quelles suggestions feriez-vous pour la poursuite de ce chantier ?

.....
.....
.....

Ce questionnaire est à renvoyer à Françoise Wautiez,
psés-sp@alliance21.org



L'Alliance pour un monde responsable pluriel et solidaire

Agir collectivement pour contribuer à des transformations répondant aux défis du XXI^{ème} siècle.

Depuis la fin des années 1980, de nombreuses initiatives dans différentes régions du monde, issues des milieux les plus variés, contribuent à la mise en mouvement de divers acteurs sociaux afin d'organiser un vaste processus mondial, susceptible de participer à la recherche de valeurs, de propositions et de règles pour surmonter les nouveaux défis auxquels fait face l'humanité.

Au début des années 90, de nombreuses rencontres continentales, thématiques et collégiales sont organisées. Ce processus aboutit en 1993 à la rédaction de la *Plate-forme pour un monde responsable et solidaire*.

Des groupes régionaux se mettent en place, des réseaux professionnels et thématiques internationaux sur les grandes questions de notre temps se développent, l'Alliance est lancée. Elle reçoit, entre autres, l'appui financier et technique de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (FPH).

Il s'agit d'inventer de nouvelles formes d'action collective, allant de l'échelle locale jusqu'au niveau mondial, afin de peser ensemble sur l'avenir d'un monde de plus en plus complexe et interdépendant.

Le défi de l'Alliance est de favoriser l'unité dans la diversité, en proclamant la capacité de nos sociétés à comprendre et valoriser la complexité des situations, l'interdépendance des problèmes, la diversité et la légitimité des points de vue géoculturels, sociaux et professionnels.

L'Alliance, espace d'échanges, de réflexions et de propositions, se structure autour de 3 axes principaux d'organisation :

Les groupes locaux visent à réunir des personnes d'une commune, d'une région, d'un pays, d'un continent, à partir des réalités et des enjeux de leur société. C'est la **voie géo-culturelle**. Elle reflète la diversité des lieux et des cultures.

Les groupes d'acteurs socio-professionnels veulent susciter le dialogue et la mobilisation dans une profession, un milieu donné (jeunes, paysans, scientifiques, élus locaux ...). C'est la **voie collégiale**. Elle reflète la diversité des milieux sociaux et professionnels, leurs préoccupations et responsabilités face à la société et aux défis du monde actuel.

Les chantiers thématiques cherchent à former des groupes de réflexion sur les grandes questions qui concernent notre avenir commun (gestion durable de l'eau, intégration régionale et mondialisation, marchés financiers, art et société...). C'est la **voie thématique**. Elle reflète la diversité des défis auxquels l'Humanité est confrontée pour le XXI^{ème} siècle. Les chantiers thématiques

sont regroupés en quatre pôles : Valeurs et Culture, Economie et Société, Gouvernance et Citoyenneté, Humanité et Biosphère.

Cherchant à tirer parti de la richesse et des expériences accumulées par ces groupes de réflexion tout en s'articulant à des dynamiques citoyennes convergentes, l'Alliance s'est donnée comme objectif d'aboutir à des propositions concrètes, collectivement élaborées. C'est ainsi qu'ont été organisées :

- **des rencontres internationales**, au sein de chaque chantier thématique et de chaque collègue,
- **des Assemblées continentales simultanées** (Afrique, Amériques, Asie, Europe) et une rencontre régionale dans le monde arabe (au Liban) en juin 2001.
- une **Assemblée mondiale de Citoyens** qui s'est tenue en décembre 2001 à Lille- France, réunissant plus de 400 participants du monde entier.

L'ensemble de ces rencontres ont permis l'élaboration d'une soixantaine de *cahiers de propositions pour le XXIème siècle* et d'une *Charte des responsabilités humaines*, édités en plusieurs langues et dans différents pays.

Depuis le début de l'année 2002, l'Alliance s'engage dans un processus de diffusion et de valorisation de ces résultats. Les réseaux s'élargissent, se diversifient et leurs thèmes de travail deviennent de plus en plus transversaux. Par ailleurs, ils renforcent des liens avec les autres démarches visant à une autre mondialisation.

Pour plus d'informations, nous vous invitons à consulter **le site de l'Alliance** www.alliance21.org qui présente en trois langues (français, anglais et espagnol) l'histoire de l'Alliance, les défis auxquels elle répond, les chantiers et les forums de discussion qu'elle accueille.

Courriel : info@alliance21.org

Les cahiers de propositions sur internet

Tous les cahiers de propositions, qu'ils soient sous forme provisoire ou définitives, et dans toutes leurs traductions, sont disponibles sur le site internet de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, à l'adresse :

<http://www.alliance21.org/fr/proposals>

Thèmes disponibles :

Valeurs, éducation, cultures, art et science

Education et enseignants - L'éducation à une citoyenneté active et responsable - L'Alliance et les médias - L'Art et l'Identité Culturelle dans la construction d'un monde solidaire - Femmes - Actions et propositions de jeunes pour un changement social - Une diversité culturelle interculturelle à l'ère de la globalisation - Propositions du collège interreligieux - Guerres, génocides, ...face aux situations extrêmes, restaurer l'humanité dans l'humain - Penser la réforme de l'Université - Maîtrise sociale du système de production scientifique - Société de l'information, société de la connaissance : la nécessaire maîtrise sociale d'une mutation - Temps et développement soutenable

Economie et société

Les transformations du monde du travail - Le mouvement syndical à l'aube du 21ème siècle - Exclusion et précarité - Entreprises et solidarité - L'exercice des responsabilités de l'entreprise - L'entreprise responsable - Production, technologie et investissement - Consommation éthique - Politique fiscale, impôt, répartition du revenu national et sécurité sociale - Finance solidaire - Sortir du dédale de la financiarisation : pour une finance au service du Bien Commun - La monnaie sociale : levier du nouveau paradigme économique - Dette et ajustement - Commerce équitable - De l'échec de l'OMC à Seattle ... aux conditions d'une gouvernance globale - Souveraineté alimentaire et négociations commerciales internationales - Le développement intégralement durable, une alternative à la globalisation néo-libérale - Politiques économiques, idéologie et dimension géo-culturelle - Femmes et économie - Economie solidaire - La santé et ses enjeux au 21ème siècle - Les défis de la pêche artisanale au 21ème siècle - L'agriculture et le développement durable - Le droit des peuples à se nourrir et à réaliser leur souveraineté alimentaire - Sécurité Alimentaire

Gouvernance et citoyenneté

Les principes de la gouvernance au 21ème siècle - Le territoire, lieu des relations : vers une communauté de liens et de partage - Penser la ville de demain : la parole des habitants - Violences urbaines - Les paysans face aux défis du 21ème siècle - Les leaders sociaux au 21ème siècle : défis et propositions - Autorités locales ou animation locale - Etat et développement - Alimentation, nutrition et politiques publiques - De la conversion des industries d'armement à la recherche de la sécurité - Les militaires et la construction de la paix - Refonder la gouvernance mondiale pour répondre aux défis du 21ème siècle

Relations entre l'humanité et la biosphère

Education à l'environnement : 6 propositions pour agir en citoyens -
Propositions relatives à la question de l'eau - Sauver nos Sols pour
Sauvegarder nos Sociétés - Forêts du Monde - Efficacité énergétique - Ecologie
industrielle : programme pour l'évolution à long terme du système industriel -
Société civile et OGM : quelles stratégies internationales ? - Refuser la
privatisation du vivant et proposer des alternatives

Les éditeurs partenaires

Edition en espagnol au Pérou : Centro Bartolomé de las Casas (Cusco)

Renaud BUREAU du COLOMBIER et Camilo TORRES
E-mail: ccamp@apu.cbc.org.pe

Centro Bartolomé de las Casas
Pampa de la Alianza 465
Cusco - Pérou

Tel +51 84 236494
+51 84 232544
Fax +51 84 238255

Edition en portugais au Brésil : Instituto Pólis (São Paulo)

Hamilton FARIA
E-mail: hfarria@polis.org.br
<http://www.polis.org.br>

Instituto Pólis
Rua Araújo, 124 - Centro
São Paulo - Sp - Brésil
CEP 01220-020

Tel: + 55 11 3258-6121
Fax: +55 11 3258-3260

Edition en arabe au Liban : Centre Culturel du Liban Sud (Beyrouth)

Ziad MAJED
E-mail: zmajed@hotmail.com

Tel: + 961 1 815 519
Fax: + 961 1 703 630

**Edition en anglais en Inde :
Pipal Tree (Bangalore)**

E-mail: pipaltree@vsnl.com
<http://www.allasiapac.org>

Pipal Tree
139/7 Domlur Layout,
Bangalore 560071 - India

Tel : +91 80 556 44 36
Fax : +91 80 555 10 86

**Edition en chinois :
Yanjing group (Beijing)**

GE Oliver (Haibin)
E-mail: ollie@mail.263.net.cn

Room 521, Goldenland Bldg.
#32 Liangmahe Road, Chaoyang District
Beijing, P.R. China
Postal Code 100016

Fax: +86 10 64643417